



011

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE LA ROUTE MUTENGUENE (INTER N3)-BOLIFAMBA (7,91KM) Y COMPRIS LE TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LA SECTION KUMBA-BUEA (35 KM)

Financement : Budget MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercices 2025 et 2026

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux d'entretien périodique de certaines routes revêtues du Réseau National (Région du Sud-Ouest) pour le compte de l'année 2025 et 2026.

2. Allotissement

Les travaux sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° Lot	Code Route	Tronçons	Longueur (Km)	Budget Prévisionnel TTC			Délai (mois)
				2025	2026	Total	
Lot 1/SW	N8	Mutenguene (Inter N3) – Bolifamba (7,91km) y compris traitement des points critiques sur la section Kumba – Buea (35km).	42,91	300 000 000	350 000 000	650 000 000	12
TOTAL			42,91	300 000 000	350 000 000	650 000 000	

3. Consistance des travaux

Les travaux consistent en un entretien des itinéraires et en la reprise de certaines zones fortement dégradées, notamment :

- Le nettoyage et le débroussaillage des abords de la chaussée ;
- La réalisation d'une chaussée par l'excavation pour purge, la réparation des nids de poule en béton bitumineux, la reprise par endroits de la couche de base en grave concassée 0/31,5, l'imprégnation au bitume fluidifié, l'imprégnation sablée, la couche d'accrochage et le revêtement en béton bitumineux ;
- L'assainissement et le drainage des fossés bétonnés ou maçonnés ;
- La fourniture et la pose des panneaux de signalisation métallique de type AB ;
- Le badigeonnage.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de Travaux publics de droits camerounais.

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à douze (12) mois calendaires (hors période de garantie). Il comprend les périodes de pluies. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Montant prévisionnel des travaux

Le montant Prévisionnel des travaux est de six cent cinquante millions (650 000 000) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP- ligne Fonds Routier, Exercices 2025 et 2026.

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission est : «Exclusivement en ligne». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres..

9. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Direction de l'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers (Direction de l'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers, Tél. : 222 22 91 36 et à la Direction des Investissements Routiers, Tél. : 222 23 26 06 et 222 21 79 20) au Ministère des Travaux Publics et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de trois cent mille (300 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres :

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- ✓ 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- ✓ 15 MO pour l'Offre Technique ;
- ✓ 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- ✓ Format PDF pour les documents textuels ;
- ✓ JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 31 Mars 2015 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 31 Mars 2015 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____ /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU _____ EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION
DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE LA ROUTE MUTENGUENE (INTER N3)-BOLIFAMBA (7,91
KM) Y COMPRIS LE TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LA SECTION KUMBA-BUEA (35,00 KM)**

**COPIE DE SAUVEGARDE ET
ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION».**

14. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des offres :

L'ouverture des offres administrative, technique et financière aura lieu, le 21 Mars 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

16. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché :

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maitre d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maitre d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

17. Critères d'évaluation des offres

17.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;

B- Offre technique incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- La note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- L'attestation de visite des lieux suivant le modèle joint et signé sur l'honneur par le soumissionnaire (cette Attestation aussi bien que toute l'offre engage le soumissionnaire qui ne pourra se prévaloir de la non connaissance du site pour d'éventuelles réclamations ou invoquer la survenance dans la zone d'une certaine insécurité pour arrêter ou suspendre les travaux en cas d'attribution du marché) et le rapport de visite des lieux ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur des travaux du Genil Civil ou plus (Bac + 3 minimum ou plus), ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de conducteur des travaux dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des routes (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- la capacité financière de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances d'au moins 195 000 000 FCFA ;
- non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - ❖ Deux (02) pick-up ;

- ❖ Une (01) compacteur vibrant ou à pneu ;
- ❖ Trois (03) Camions bennes ;
- ❖ Deux (02) niveleuses ;
- ❖ Une (01) pelle chargeuse.

- N'avoir pas exécuter au cours des dix (10) dernières années, des marchés de construction, réhabilitation ou d'entretien des routes revêtues de montant T.T.C cumulés supérieurs ou égal à 500 millions de Francs dans les régions du Sud-Ouest ou du Nord-Ouest ;
- n'avoir pas validé les cinq (05) critères essentiels ;

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- le sous - détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

E- Absence de la copie de sauvegarde accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme pour la soumission en ligne et de l'original de la caution de soumission ;

F- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

G- Absence de la charte d'Intégrité ;

H- Absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.

17.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Présentation de l'offre ;
- b) Le personnel d'encadrement ;
- c) Matériels;
- d) Références;
- e) Preuves d'acceptation du marché;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

18. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

19. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

20. Cautionnement provisoire (garantie de soumission) :

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Le montant de ladite garantie est indiqué dans le tableau ci-dessous.

N° d'ordre	N° de Lot	Montant de la caution de soumission en F CFA
1	Lot unique	13 000 000

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

21. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction de L'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers du Ministère des Travaux Publics, Tél. 222 22 91 36 ou à la Direction des Contrats, Tél. 222 22 95 11/88 00 2042 au Ministère des Travaux Publics.

22. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

23. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le _____





011

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 011/AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF 11 IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF PERIODIC MAINTENANCE WORKS ON THE MUTENGUENE (INTER N3)-BOLIFAMBA ROAD (7.91KM) INCLUDING THE REPAIR OF CRITICAL POINTS ON THE KUMBA-BUEA SECTION (35KM)

Financing: MINTP Budget - Road Fund Line - 2025 and 2026 Financial Years.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the provision of the above services.

1. Purpose of the Call for Tenders:

The Call for Tenders concerns the execution of periodic maintenance works on some paved roads of the National Network (South-West Region) for the years 2025 and 2026.

2. Allotment

Works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Road Code	Road section	Length (km)	Estimated Budget, including taxes			Time frame (month)
				2025	2026	Total	
Lot 1/SW	N8	Mutengene (Inter N3) - Bolifamba (7.91km) including repair of critical points of the Kumba - Buea section (35 km).	42.91	300,000,000	350,000,000	650,000,000	12
TOTAL			42.91	300,000,000	350,000,000	650,000,000	

3. Scope of Works

The works consist of maintaining the routes and repairing some areas that have been badly damaged, in particular:

- Cleaning and bush clearing of the roadsides;
- Creation of a carriageway by excavating for drainage, patching of potholes using bituminous concrete, patching the 0/31.5 crushed graded aggregate base course in spots, cutback bitumen impregnation, sand impregnation, tack coat and bituminous concrete surfacing;
- Sanitation and drainage of concrete or masonry ditches;
- Supply and installation of type A metallic road signs
- Painting.

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all public works contractors governed by Cameroonian law.

5. Execution Timeframe

The timeframe set by the Project Owner shall be twelve (12) calendar months (excluding the warranty period). This includes rainy periods. This timeframe takes effect from the date of notification of the service order to start.

6. Estimated Cost of the Works

The estimated cost of the works is six hundred and fifty million (650,000,000) CFA francs including taxes.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, 2025 and 2026 Financial Years.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "Exclusively online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and who meets the relevant financial, technical

and administrative requirements.

10. Consultation of Tender Documents:

The Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 (at the Department of Road Asset Maintenance and Protection, Tel.: 222 22 91 36 and the Department of Road Investments, Tel.: 222 23 26 06 et 222 21 79 20) at the Ministry of Public Works and the soft copy on COLEPS platform at the following address: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of three hundred thousand (300,000) CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the address indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Document purchase fee.

12. Presentation of Tenders:

The maximum size of the above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- ✓ 5 MB for the Administrative Offer;
- ✓ 15 MB for the Technical Offer;
- ✓ 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- ✓ PDF format for textual documents;
- ✓ JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Tenders:

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 11 May 2025 at 11 a.m.

Besides, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 11 May 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

**"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONO/MINTP/CIPM-TER/2025 OF IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION
OF PERIODIC MAINTENANCE WORKS ON THE MUTENGUENE (INTER N3)-BOLIFAMBA ROAD (7.91 KM)
INCLUDING THE REPAIR OF CRITICAL POINTS ON THE KUMBA-BUEA SECTION (35 KM)
BACK-UP COPY AND
THE ORIGINAL OF THE BID BOND".**

14. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulations. These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launch date.

15. Opening of Tenders:

Administrative, technical and financial offers shall be opened on 4.12.2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Regional Delegation of Public works for the Centre.

All tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

16. Contracting Authority:

After the evaluation of offers, the contract shall be signed between the Minister of Public Works, Project Owner, and the successful tenderer.

17. Tender Evaluation Criteria

17.1 Eliminatory Criteria

A- Incomplete administrative file due to:

- Absence of the bid bond after the opening of tenders;
- Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file;

B- Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

- The methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- The attestation of site visit compliant with the attached model, duly dated, sealed and formally signed by the tenderer (this attestation, as well as the entire tender, is binding on the tenderer, who cannot use the excuse of not knowing the site for any claims, or insecurity in the area to stop or suspend the works if the contract is awarded) and the site visit report;
- The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- A Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil engineer or holder of a higher degree (GCE + 3 at least), with at least five (5) years' general experience in the building and public works sector, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of road construction, maintenance or rehabilitation (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- a financing capacity (available credit line) of at least 195,000,000 CFAF, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- Proof of following minimum in-house equipment:
 - ❖ Two (2) 4x4 pick-up vehicles;
 - ❖ One (1) vibrating or tyre compactor;
 - ❖ Three (3) dump trucks;
 - ❖ two (2) graders;
 - ❖ One (1) backhoe loader.
- Not having carried out, over the last ten (10) years, contracts for the construction, rehabilitation or maintenance of paved roads worth at least 500 million francs CFAF including taxes, in the South-West or North-West regions;
- Not having met the five (5) essential criteria;

C- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- Stamped, signed and dated bid (see attached model);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the attached model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped bill of quantities, indicating the amounts net and including taxes;
- The breakdown of unit prices initialled on all pages (see attached model).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D- False declaration, forged or unauthentic documents;

E- Absence of the back-up copy accompanied by the acknowledgement of receipt on the platform for online submission and the original of the bid bond;

- F- Non-compliance with the file format for bids submitted online;
- G- Absence of the Integrity Charter;
- H- Absence of the Declaration of commitment to respect social and environmental clauses.

17.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Presentation of tender;
- b) Supervisory staff;
- c) Equipment;
- d) References;
- e) Proof of contract acceptance.

NB: Any State employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be accepted.

18. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

19. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

20. Provisional guarantee (bid bond):

The tender shall include a provisional guarantee (bid bond) issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents, by the Deposit and Consignment Fund (CDEC): The amount in CFAF of the bond is indicated in the table below:

Serial Number	Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
1	Single lot	13,000,000

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most 30 days after the expiration of the tender-validity. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond shall have been provided.

21. Further Information:

Further technical information may be obtained at the Department of Road Assets Maintenance and Protection (Tel.: 222 22 91 36), at the Department of Road Investments (Tel. 222 22 91 36) or at the Department of Contracts (Tel. 222 22 95 11/88 00 2042) in the Ministry of Public Works.

22. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm

23. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48 or at MINTP at the number 88 00 2042.

Yaounde, 08/07/2024

